
« Université-cible » de l'IDEX = fin de l'UJM, fin de l'université à Saint-Étienne

Le 27 octobre les SNPREES-FO 42 et 69 et Supautonome-FO à l'UJM ont livré leur analyse et fait connaître leur position à propos du **document intitulé « Les principes incontournables de l'Université-cible »**, qui devrait être prochainement soumis à tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche de la COMUE de Lyon (« Université de Lyon » ou UdL). Ce document prolonge et aggrave les dispositions annoncées au moment de la réponse à l'IDEX, en 2016.

L'Université-cible, c'est en effet :

- **la réaffirmation de la fusion impliquée par l'IDEX** : les universités, dont l'UJM, deviendraient des « composantes » ;
- **un système d'enseignement supérieur à deux vitesses** : une « Université intensive de recherche » d'un côté, de l'autre le reste des formations « de service public », à moindre coût, dont un « institut » qui regrouperait les licences ;
- **la déqualification de tous les grades universitaires et des diplômes**, avec toutes les garanties qui leur sont attachées, par l'instauration de la sélection à tous les niveaux ;
- **la mise en cause des statuts de tous les personnels** (CR annuel d'activité, recrutement et carrière gérées au niveau de l'Université-cible, ...) et la fin programmée des emplois de fonctionnaires ;
- **un statut d'établissement totalement dérogatoire aux dispositions légales existantes**, impliquant la **fin de la collégialité universitaire**, avec un CA composé de 50% d'extérieurs, des « composantes » (= les actuelles universités) administrées par 1/3 de membres nommés ; un droit de veto du président s'exerçant sur la désignation des directeurs ;
- **la délégation totale de la gestion de l'austérité au niveau des composantes « autonomes »**, où la concurrence interne entre filières et pour les postes s'aggraverait donc encore.

Le pire comme alternative au mauvais ?

À l'UJM, la communication présidentielle repose sur l'argument de la fuite en avant vers le précipice : comme la procédure est engagée, sauver l'UJM impliquerait de la faire disparaître dans la fusion/IDEX. Il n'y aurait plus d'autre solution ! Quelques parachutes sont habilement présentés : nécessité de jouer de nos « atouts » ou de nos « spécificités », de nous impliquer le plus tôt possible pour prendre nos marques dans le nouvel ensemble, d'utiliser subtilement l'« autonomie » qui nous serait laissée, en tant que « composante » de l'« Université-cible ».

Tout ceci pèse très peu face à la réalité que seraient la disparition de l'UJM, les mutualisations de services, la mise en concurrence des personnels, l'appauvrissement accru pour la très grande majorité des filières d'enseignement et centres de recherche, les attaques contre les statuts et la précarisation des personnels, les atteintes à la mission même des universités en déniaient aux étudiants leur droit à la poursuite d'études quand ils ont réussi leurs diplômes.

N'est-il pas temps d'arrêter, de dire STOP à l'IDEX ? STOP à la fusion ?

N'est-il pas temps de sauver notre Université, l'UJM, et de sauver l'université des mains des apprentis-sorciers qui la vouent à la disparition ? Venez le dire, avec vos pancartes, dans la manifestation du 16 novembre !